

Extrait du Maïeul Rouquette

<http://blog.maieul.net/Il-n-a-rien-compris-faut-il-aller>

Il n'a rien compris... faut-il aller à la crise politique ?

- Rubrique unique -

Date de mise en ligne : mercredi 2 avril 2014

Copyright © Maïeul Rouquette - Tous droits réservés

Exilé en Suisse, je continue à suivre la vie politique française. Et des deux côtés de la frontière la situation est désespérante.

Résumé de la situation

Recapitulons. Cinq ans de Sarkozysme, vient un président qui se fait élire sur un slogan « le changement c'est maintenant », une phrase choc « mon ennemi c'est la finance », et un projet de coalition avec un parti, comprenant accord électoral pour compenser le défaut de représentativité du mode de scrutin.

Ce président mène pendant depuis une politique dite « de l'offre » consistant à voir les cotisations sociales, qui nourrissent notre système d'Etat providence qui nous a permis de mieux résister à la crise de 2008 comme un poids qui nuit à la compétitivité internationale des entreprises, y compris à celles qui ne sont pas soumises à la concurrence internationale. Il allonge la durée de cotisation pour la retraite, sans se demander si le problème de la crise de la retraite ne vient pas plutôt d'une disproportion entre la part de la plus value allant au travail et à celle allant au capital. S'il propose une augmentation des logements sociaux dans les villes, il semble également considérer que les règles sont des problèmes, et s'ingénie à limiter les possibilités de recours en matière d'urbanisme, avec la complicité de la ministre du logement, qui pourtant veut lutter contre le libéralisme.

En 2014, des élections municipales ont lieu. [Là où on avait voté Hollande au second tour, on s'abstient massivement](#). En revanche la droite se maintient, le parti de la haine monte en flèche, alors que son discours a été en parti cautionné par le ministre de l'intérieur, les écologistes et la gauche « radicale » font des scores honorables.

Qu'en déduire ? En toute bonne logique, alors que tous les gages étaient donnés au discours de l'UMP [1], il semble que cela n'ait pas convaincu les électeurs de voter pour le PS. En revanche cela a libéré la montée du FN, et surtout dégoûté une partie de l'électorat « de gauche ». Une personne logique aurait pensé : « c'est donc que je ne satisfais pas mes électeurs ». Mais Hollande pense « c'est donc que je ne satisfais pas les électeurs du camp adverse ».

Il nomme donc le ministre le plus droitier qui soit en premier ministre. Pour rappel :

- ▶ [discours sur les 35 heures qui n'a rien à envier à celui de l'UMP](#).
- ▶ refus d'appliquer une promesse de campagne pourtant simple : le recippisé de police. Car la police est toujours innocente.
- ▶ [refus d'appliquer la législation européenne sur le droit de vote des étrangers communautaires sans domicile fixe](#).

Les ex-ministres EELV disent qu'ils ne participeront pas au prochain gouvernement.

Le reste relève maintenant des ont-dit

Se rendant compte qu'une majorité sans les écologistes tient à un fil, Valls propose un super ministère de l'Écologie, incluant visiblement l'énergie et les transports en échange de la « discipline absolue ». En revanche, il maintient le cap de la réduction des dépenses publiques et ne dit rien sur une refonte de l'impôt permettant de le répartir plus équitablement et de voir les rentrées fiscales augmenter.

Comment peut-on engager la transition énergétique en réduisant les dépenses publiques ? Faire face au

réchauffement climatique et au risque nucléaire, c'est se donner les moyens de changer de mode de consommation. Et cela passe par des grands travaux. Une telle politique d'investissement massifs de l'État a bien été menée pendant les deux guerres mondiales (je parle évidemment des États-Unis pour la seconde guerre mondiale) pour soutenir l'effort de guerre. La victoire militaire vaut-elle mieux que la survie de l'humanité ?

Un budget en baisse ne peut amener à la transition énergétique. Notre pays est riche, mais les richesses sont de plus en plus mal réparties. Changer radicalement le système fiscal, comme s'était engagé le candidat Hollande permettrait de mieux répartir ces richesses, de diminuer la dette ET de mener une transition énergétique.

Le Conseil Exécutif se réunit, et décide de ne [pas rentrer dans ce gouvernement](#). Trois députés envahissent les médias et disent qu'EELV s'est tiré une balle dans le pied. Un eurodéputé sur le point de prendre sa retraite fait de même.

Mon analyse du passé

Je n'étais pas pour l'entrée au gouvernement. J'étais même contre, me disant qu'on ne pouvait pas faire confiance à Hollande qui dès le début avait réécrit l'accord EELV-PS.

Mais j'étais prêt à croire que cette entrée n'empêcherait pas les députés de s'opposer si besoin. Et je constate sur tous les sujets majeurs qu'ils plient devant le PS.

Prenons l'affaire du projet de loi retraite. Les députés votent pour certaines mesures sur la pénibilité, mais s'opposent à l'allongement de la durée de cotisation. Vient le moment du vote final. Tirailé entre les côtés positifs de la réforme et les côtés négatifs mais hautement symboliques, renoncement à la réduction du temps de travail, pilier de l'écologie politique, ils s'abstiennent au premier vote.

[Les résultats du scrutin](#) sont clairs : la réforme n'est pas passée à la majorité absolue. Si les 49 voix des abstentionnistes s'étaient portées sur le non, le texte était rejeté.

La question était alors : peut-on forcer le gouvernement à revenir sur l'allongement de la durée de cotisation en provoquant un rejet global du texte, l'obligeant à choisir entre une alliance avec la droite et une alliance avec la gauche ?

Et là, les députés EELV, au lieu d'essayer de réunir une majorité des abstentionnistes de gauche, de peser de leur poids dans ce débat, ne font rien.

[Résultat du second vote](#) : 6 députés PS abstentionnistes votent le projet, sur pression de l'ensemble du groupe, les 16 députés EELV continuent à s'abstenir ou à ne pas voter, et 11 députés PS s'abstiennent encore. $6+16+11 = 33$ -> plus que la majorité absolue pour rejeter ce projet et forcer Hollande à revenir à une politique de gauche.

La responsabilité des députés EELV est énorme.

Vient le vote du second budget. Le [CF EELV demande aux parlementaires de ne pas voter le budget](#), même pas de voter contre, non juste de ne pas le voter. Que font la majorité des députés EELV : [ils votent ce budget d'austérité](#), renonçant ainsi à peser sur le gouvernement.

Il n'a rien compris... faut-il aller à la crise politique ?

Dès lors il est manifeste qu'il est impossible pour les écologistes de peser sur le gouvernement, puisqu'ils ne contrôlent plus le vote des députés.

Comment s'étonner alors que les écologistes refusent de rentrer dans un gouvernement qui va continuer la politique menée jusqu'à là, comme le Président l'a annoncé ?

Le premier responsable de la non-reconduction de la présence des écologistes au gouvernement, c'est Hollande [qui s'est largement assis sur l'accord EELV-PS](#) et qui n'a pas perçu que ce n'est pas en menant une politique libérale que l'on acquiert, lorsqu'on est étiqueté PS, les voix de la droite. Par contre on perd les voix de la gauche.

Les seconds responsables, ce sont les députés EELV qui n'ont pas fait leur maximum pour lutter contre la dérive libérales.

Les troisièmes responsables, c'est le CF d'EELV qui n'avait pas assorti l'accord de délai de mise en oeuvre, et qui n'as pas fait de vrai bilan cet été.

Enfin, finalement, les véritables responsables, c'est l'ensemble de la gauche syndicale et politique qui n'a pas su mobiliser pour imposer un changement de cap. Je m'inclut la dedans.

Pour la suite

Le gouvernement vient d'être nommé. On verra quel sera le discours de politique générale. On verra également si le gouvernement mettra en jeu sa responsabilité sur le pacte de responsabilité. Mais si les ténors du groupe des députés EELV veulent être cohérents avec les discours tenus le 30 mars au soir, ils devront voter contre le pacte de responsabilité, quitte à provoquer un renversement du gouvernement.

Une seule fois sous la cinquième république un gouvernement a été renversé, [si on en croit Wikipédia](#). Elle s'est traduite par une dissolution de l'Assemblée Nationale.

François Hollande serait-il assez stupide pour le faire, quitte à se retrouver avec une cohabitation, où se rappellerait-il alors des valeurs de la gauche et du [discours de Mitterand contre le coup d'état permanent](#), discours certes oublié lorsqu'il était au pouvoir ?

J'ose espérer qu'Hollande sera plus intelligent que jusqu'à maintenant. Mais j'ai des gros doutes. Si ce n'est pas le cas, l'avenir sera très sombre, car je ne pense pas que la gauche, au sens large, puisse gagner de telle législative. Si c'est le cas, alors une lueur d'espoir de changement existera peut-être.

Et si pas de motion de censure, si le pacte de responsabilité est voté, il aura été entériné que le PS n'a de socialiste que le mot, et que les députés EELV ont oublié qu'ils étaient certes élus par le PS, mais d'abord choisi par EELV.

En entendant, je pense voter EELV aux européennes, pour démentir ceux qui pensent que le choix d'hier était une erreur politique. Mais attendons de voir cependant les programmes définitifs.

[1] À part sur le mariage pour tous.